Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1373>

UGTG : Intervention de Charly LENDO À la Conférence Mondiale Ouverte d'Alger contre la guerre et contre l'exploitation

- International -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 7 décembre 2010

Mis à jour le : mardi 7 décembre 2010

UGTG.org

Conférence Mondiale Ouverte contre la guerre et l'exploitation

Alger, 27 au 29 novembre 2010

Charly LENDO Représentant le syndicat UGTG

Désignation UGTG :

Martin HUBERT

Charly LENDO.

BYEN BONJOU TOUT MOUN

Au nom de notre centrale syndicale UGTG, nous adressons un salut fraternel et militant aux travailleurs et au peuple algérien dans le cadre de cette conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation à laquelle l'UGTG apporte son soutien total. Car nous qui sommes présents ici, nous savons que l'exploitation et la guerre sont la résultante des **politiques mises en place par les gouvernements capitalistes, colonialistes et impérialistes à la solde des multinationales** ayant pour objectif le démantèlement des droits ouvriers, des conventions collectives ; la tentative de restriction de la liberté et du droit syndical, le nivellement des salaires par le bas et la dislocation des peuples et des nations.

C'est précisément le sens du combat que nous menons depuis le 2 décembre 1973, date de la création de l'UGTG centrale syndicale révolutionnaire de lutte de classe, de ligne de masse, totalement indépendante politiquement, financièrement et syndicalement ayant comme ligne stratégique et politique : La transformation des rapports sociaux, l'abolition des rapports de domination capitaliste-colonialiste que nous impose l'Etat Français et l'union de toutes les forces pour arracher l'indépendance de notre pays.

Si aujourd'hui, nous sommes la première centrale syndicale de GUADELOUPE, notre représentativité nous ne l'avons pas conquise dans les livres mais dans la lutte des travailleurs et par la mobilisation de masse dans les rues et certainement pas par le dialogue social institutionnalisé de cogestion, servant d'accompagnateur social au pouvoir en place.

« **La paix sociale est contraire aux intérêts des larges masses, à l'impératif de transformation des rapports sociaux. Pour la protection des droits acquis, la conquête de nouveaux droits et l'accession à la pleine souveraineté et l'indépendance nationale** » (Résolution du XIIe Congrès de l'UGTG).

Alors, bien évidemment, cela n'est pas sans conséquence pour nous militants syndicalistes de l'UGTG qui sommes constamment sous les feux de la répression anti-syndicale de la justice coloniale française à la solde des différents gouvernements de la France, qu'ils soient de gauche ou de droite, qui à leur tour relaient la politique des multinationales.

Aujourd'hui, ce ne sont pas moins des dizaines de dirigeants et militants de l'UGTG qui sont

poursuivis et traînés devant les tribunaux et condamnés à des peines de prison ferme, avec sursis, des centaines de milliers d'euros d'amende, saisies directes sur les salaires. Dans le cadre d'action syndicale.

La répression anti-syndicale ne s'arrête pas là car aujourd'hui ils tentent de criminaliser l'action syndicale en essayant de nous imposer le préventif ADN, dispositif prévu à l'origine pour réprimer les délits sexuels et auteurs de crime.

Bien évidemment, nos camarades ont refusé et sont convoqués devant les tribunaux pour refus de se soumettre à un préventif biologique. Cette même loi liberticide qui exclut les auteurs de banqueroute, abus de biens sociaux, délit initié, prise illégale d'intérêts. En somme cette loi protège les riches et les politiciens de tout bord confondus.

Nous profitons de notre présence à cette conférence pour lancer un appel à la solidarité au mouvement ouvrier international pour que des initiatives soient prises dans le respect des positions de chacun pour faire cesser la répression anti-syndicale qui s'abat sur nos camarades et pour s'opposer aux tentatives de préventif ADN des militants syndicalistes dans le cadre de leur activités syndicales.

Enfin, l'Etat colonial Français n'a pas digéré les 44 jours de grève générale de 2009 à l'appel du collectif LKP dont l'UGTG est l'initiative de la création et notre Secrétaire Général le porte parole. Les 44 jours de grève leur imposa le relèvement significatif des bas salaires de 200 euros net (accord BINO) et un accord en 165 points (accord du 4 mars 2009).

Ainsi, devant leur refus d'appliquer une partie de l'accord du 26 février 2009 et de réunir la commission de suivi prévue des accords du 4 mars, le LKP appelle les travailleurs et le peuple de Guadeloupe à la grève générale reconductible à compter du 14 décembre 2010.

Et nous concluons pour dire que nous affirmons notre attachement à l'internationalisme prolétarien, pour la totale indépendance des organisations syndicales, notre soutien contre la guerre et l'exploitation, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à l'indépendance nationale de nos pays respectifs.

Le capitalisme et le colonialisme ne s'humanisent pas, ils se combattent.

Info : nous profitons pour lancer un appel à la solidarité en soutien à la camarade Aurore MARTIN membre de l'organisation basque des BATASUNA qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen pour ses positions politiques, participation à une conférence de presse, rédaction de tract, participation au meeting.